

Le Monde Economie

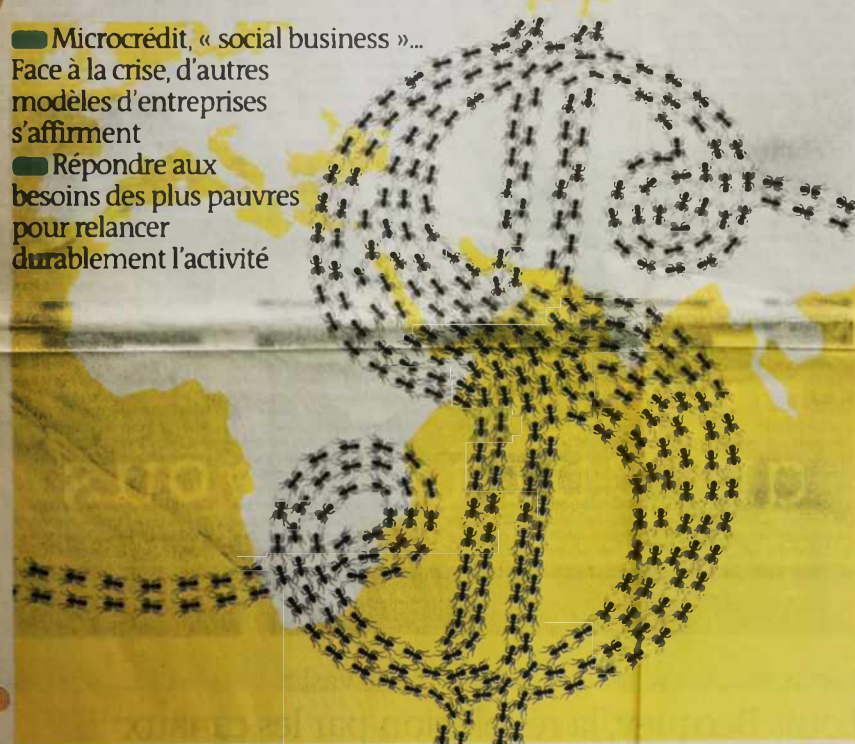
Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Les exclus du système, un potentiel de croissance négligé

Microcrédit, « social business »...

Face à la crise, d'autres
modèles d'entreprises
s'affirment

Répondre aux
besoins des plus pauvres
pour relancer
durablement l'activité



Lors du G20 de Londres, le 2 avril, les chefs d'Etat des grandes puissances économiques développées et émergentes de la planète vont essayer de s'entendre pour réformer le système financier et relancer l'économie. Leur agenda ne devrait-il pas aussi

Dossier

réexaminer un modèle économique à bout de souffle ? La sortie de la crise n'impose-t-elle pas de réintégrer dans le circuit les oubliés de l'économie, d'orienter les financements vers la satisfaction de leurs besoins et de s'inspirer d'expériences

qui ont émergé ces dernières années : la microfinance, l'entreprise sociale, le commerce équitable, le développement durable, la responsabilité sociale des entreprises ?

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la crise se « menace de devenir une crise humanitaire dans de nombreux pays en développement » si rien n'est fait pour les aider à protéger les plus vulnérables, a prévenu Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, le 12 février. Plus de 200 millions de personnes, selon l'Organisation internationale

du travail (OIT), pourraient basculer dans la pauvreté.

« La crise constitue la faillite d'une croissance fondée sur un niveau d'endettement toujours plus élevé dans les pays développés, capitant l'épargne des pays émergents », souligne Renéo Cougnaud, maître de conférences à Sciences Po et à l'Essec. Ainsi, les plans de relance en Europe pourraient servir à réintégrer certaines des franges de notre société

actuellement mises en marge du système économique : titulaires des minima sociaux, quartiers dégradés et à soutien à la croissance » des pays émergents situés à la frange de l'Europe, notamment au Maghreb et à l'Est, qui fournissent des opportunités d'activité par le rattrapage des niveaux de vie.

Selon la théorie des rendements décroissants de l'économiste David Ricardo, l'argent orienté vers un même secteur – par exemple l'immobilier américain – finit par avoir une rentabilité déclinante. Mieux vaut donc choisir des territoires et des activités sous-investis

►►► Lire la suite page 4

Nicolas
Baverez



La grande rétraction

En 2009, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le monde sera en récession, avec une baisse de la croissance de 1,5 %. Et 2010 verra au mieux une stabilisation, avec une croissance nulle. Le choc est sans précédent par son caractère global, tous les continents et les secteurs étant simultanément touchés par le krach du capitalisme universel, et par la rapidité de l'ajustement des entreprises (les carnets de commandes à l'industrie mondiale ont chuté de 30 % en un an) comme des menages (le taux d'épargne des Américains est passé de -2 % à +5 % en quelques mois).

Les conséquences immédiates de ce choc exceptionnel sont connues : hausse du chômage, qui touchera 51 millions de personnes supplémentaires et reviendra à son niveau de la fin des années 1970 dans les pays développés – avec des cas extrêmes, comme l'Espagne, où il s'est envolé de 8 % à 16 % en moins de deux ans ; tassement de la consommation et effondrement de l'investissement productif ; explosion des déficits et de la dette publique, qui augmentera jusqu'à représenter 80 % à 100 % du produit intérieur brut (PIB) des grands pays développés – voire 200 % pour le Japon.

Le défi est immense pour les politiques économiques. Dans la phase actuelle, elles seules peuvent contrecarrer le risque d'une déflation. Dans la phase de sortie de crise, il leur faudra assainir le bilan des banques centrales et desendettées les États sans casser la reprise, ce qui paraît difficile sans recourir à une dose d'inflation.

Les effets de long terme sur la mondialisation restent masqués par les urgences de l'heure, notamment le sauvetage des banques et les plans de relance. Ils sont pourtant cruciaux. Le commerce international, en hausse de 8,5 % en 2006 et 6 % en 2007, baissera d'au moins 5 % en 2009, du fait de l'assèchement du crédit commercial et de la pénurie de dollars. Les investissements directs dans les pays émergents, qui s'élevaient à 928 milliards de dollars (714 milliards d'euros) en 2007, seront réduits à 165 milliards en 2009. L'aide au développement est en voie de disparition avec un déficit de plus de 200 milliards de dollars par rapport aux engagements. Pour les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale, endettées en devises étrangères, la crise des paiements est comparable à celle qu'a connue l'Asie en 1997.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Handicap/diversité Page 14

- Dirigeants ● Finance, administration, juridique, RH ● Banque assurance
- Conseil, audit ● Marketing commercial, communication ● Santé ● Industries et technologies ● Carrières internationales
- Multiposte ● Collectivités territoriales

Pages 12 à 18

Consultez notre site : www.lemonde.fr

La diversité est une force



Rejoignez une entreprise qui fait
de la différence une richesse

Le Club Méditerranée recrute
pour ses villages des talents de tous horizons.
Pourquoi pas vous ?

www.clubmedjobs.com

MISSION
HANDICAP

CLUB MEDITERRANEE

Spécial diversité pages 7 à 11



Discriminations :
des bonnes
intentions
aux résultats

Martin Wolf p. 2

Le monde
a les moyens
de surmonter
la crise

Chronique p. 3

« Justice fiscale,
entre le glaive et
le bouclier », par
Thibault Gadjos

La grande rétraction

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

Pour les pays pauvres, notamment en Afrique, où la croissance est passée de 6,1 % en 2007 à moins de 3 %, le décollage économique est arrêté, et le cycle infernal de la baisse du revenu par habitant, de la hausse de la misère et de la mortalité, est de retour.

Dans le même temps, le recours massif à la puissance publique provoque une renationalisation des politiques économiques, surtout en Europe. Derrière les appels à la coopération pointe une stratégie Etat par Etat pour le sauvetage des banques comme pour les plans de relance, pour renforcer ses autorités nationales de régulation et recuser le principe d'une supervision internationale. L'appel massif à la garantie des contribuables exacerbe les pressions protectionnistes. Enfin, la multiplication des dévaluations compétitives crée une menace de rupture des paiements et des échanges mondiaux.

La mondialisation, qui apparaît avec le recul de l'Histoire comme un âge d'or, au même titre que la Belle Époque (1900-1910), est menacée de désintégration. Avec trois effets notables : une accélération de la récession puisque le commerce international constitue la composante la plus dynamique de la croissance, une montée des risques systémiques que la balkanisation et la concurrence entre les régulateurs ne permettent pas de maîtriser, une recomposition de l'économie mondiale autour d'un condominium américain-chinois entouré de pôles secondaires, dont l'Europe.

Voilà pourquoi le G20, au-delà des plans de relance et de la régulation financière, doit lutter contre la protectionnisme et les dévaluations compétitives, conclure le cycle de Doha, réamorcer le crédit au commerce international, pour suivre l'aide au développement et aux nouvelles démocraties. Il faut sauver la mondialisation en internationalisant la régulation du capitalisme, et non alimenter la récession en renationalisant les politiques économiques. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien



Le monde a les moyens de surmonter la crise

Par Martin Wolf

Avons-nous les moyens de surmonter la crise actuelle ? Les gouvernements mettent-ils en péril leur solvabilité en utilisant leurs budgets pour sauver des secteurs privés surendettés ?

Le débat, comme cela a souvent été le cas, oppose les Etats-Unis et l'Allemagne. Ainsi, dans un discours prononcé début mars, Tim Geithner, secrétaire américain au Trésor, remarquait que « le Fonds monétaire international [FMI] a demandé que les gouvernements mettent en place, d'ici à 2009-2010, des relances budgétaires équivalentes chaque année à 2 % du PIB agréé. Cela constitue un repère raisonnable permettant d'orienter les efforts de chacun. Nous pensons que le G20 devrait demander au FMI de rendre compte des efforts de relance de chaque pays mesurés par rapport à la baisse relative des taux de croissance ». Inutile de dire que personne ne s'est engagé dans cette voie, surtout pas l'Allemagne, qui se montre particulièrement réticente.

De nombreux plans de relance ont toutefois été mis en place. Cela n'aura sans doute pas étonné les lecteurs de l'étude récente menée par Carmen Reinhart de l'université du Maryland, et Kenneth Rogoff, d'Harvard, sur les repercussions des crises financières. Après avoir étudié treize crises financières majeures, ces auteurs ont conclu que l'augmentation moyenne de la dette publique réelle au cours des trois années suivant une crise ban-

L'éclairage Y aura-t-il une très forte envolée des dettes publiques ? Oui. Cela provoquera-t-il des défauts de paiement des Etats ? Non

caire était de 86 %. Parfois, l'augmentation dépassait 150 % (*The Aftermath of Financial Crises*, janvier 2009, www.nber.org).

Devons-nous par conséquent nous attendre à de très fortes augmentations de l'endettement du secteur public dans le monde, notamment chez les emprunteurs souverains notés AAA ? La réponse est oui. Cela provoquera-t-il des défauts de paiement sous une for-

supérieur au taux de croissance à long terme de leurs économies. Dans ce cas, stabiliser à 100 % le ratio de la dette publique par rapport au PIB exigerait un excédent budgétaire primaire (soit un excédent avant paiement de l'intérêt) de seulement 1 % du PIB.

Trois contre-arguments peuvent toutefois être avancés. Tout d'abord, dans certains cas, les déficits budgétaires primaires

les taux d'intérêt, ce qui nécessiterait un resserrement budgétaire toujours plus coûteux (et donc plus improbable).

Troisièmement enfin, l'augmentation de la dette pourrait être au final beaucoup plus forte que ne le prévoit le FMI. Cela correspondrait aux expériences du passé. La principale explication serait que l'économie mondiale s'est engagée sur la voie d'une déflation durable des bilans, comparable à celle qu'a connue le Japon dans les années 1990.

Le réfute ces trois arguments. Premièrement, les marchés sont optimistes sur les perspectives budgétaires. L'inflation attendue reste très limitée aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et les taux d'intérêt sur les obligations gouvernementales conventionnelles américaines et britanniques sur dix ans sont encore inférieurs à 3 %.

Deuxièmement, les coûts entraînés par le vieillissement de la population sont beaucoup plus importants que ce que devrait coûter la crise. D'après les prévisions du FMI, le coût des dépenses budgétaires liées au vieillissement de la population est aujourd'hui quinze fois supérieur au coût de la crise.

Troisièmement, cela ne rime à rien de refuser aujourd'hui de prendre des mesures susceptibles de diminuer les coûts économiques réels de la crise afin de ne pas subir plus tard une hypothétique et évitable crise budgétaire. Cela reviendrait à se suicider pour ces

ser de redouter la mort.

Il est toutefois sage de limiter les futurs risques budgétaires. Les mesures les plus importantes devraient viser à réduire les dépenses à long terme liées à l'âge. Mais il y a une autre tâche pressante : rééquilibrer la demande mondiale.

Les pays excédentaires sous traitent à leurs partenaires commerciaux le soin de se fourvoyer dans la faillite, tout en se servant sur leur prodigalité. Ainsi, la raison pour laquelle les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne enregistrent de tels déficits budgétaires est qu'ils cherchent à compenser l'effondrement de la dépense privée chez eux et l'exportation de la demande à l'étranger. Cela n'est pas tenable sur le long terme.

Le danger à présent est que les pays excédentaires espèrent que le redressement vienne d'une énorme et durable expansion budgétaire dans les pays déficitaires. Certains analystes soutiennent que les Etats-Unis auraient du refuser de prendre la moindre mesure budgétaire et laisser les pays excédentaires se débrouiller. Cela aurait malheureusement entraîné une dépression mondiale. Mais il ne saurait y avoir de redressement sans rééquilibrage. Et sur ce point, les Etats-Unis ont raison et l'Allemagne a tort. ■

Cette chronique de Martin Wolf, journaliste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le Financial Times. © FT (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

Il y a aujourd'hui une autre tâche pressante : rééquilibrer la demande mondiale

me ou une autre ? La réponse est non. Dans un article récent, le FMI explique pourquoi (*The State of Public Finances*, mars 2009, www.imf.org).

En 2012, indique en effet le FMI, le ratio de la dette publique brut par rapport au PIB pourrait être de 177 % en Italie, 97 % aux Etats-Unis, 80 % en France, 79 % en Allemagne et 75 % au Royaume-Uni. Au Japon, qui ne s'est toujours pas remis d'une énorme bulle, le ratio pourrait atteindre 224 %.

Ces hausses de l'endettement ne sont pourtant pas particulièrement onéreuses, à condition que la volonté des gouvernements d'éviter le défaut de paiement soit sans faille. Imaginons par exemple que le taux d'intérêt réel que paient ces pays fortement notés soit de 1 %

peuvent être très importants. Cela est particulièrement vrai cette année pour les principaux pays avancés - aux Etats-Unis, on prévoit un déficit de 9,9 % du PIB, au Japon et au Royaume-Uni, les prévisions sont de 5,6 %, et en Espagne de 4,9 %. Les déficits primaires de la France et de l'Allemagne apparaissent beaucoup plus réduits, puisqu'ils devraient être respectivement de 3,6 % et 3,1 %. La stabilisation de la dette exigera donc dans certains pays d'importants ajustements budgétaires.

En deuxième lieu, la volonté politique de maîtriser les déficits, en augmentant les impôts ou en diminuant les dépenses, pourrait faiblir. On assisterait alors à une prophétie autoréalisatrice : la peur de l'endettement faisant remonter

20

20 propositions pour réformer le capitalisme
Sous la direction de Gail Girard et Cécile Renouard
Flammarion, 384 p., 22 €

Le livre Le cœur et la raison

C'est une lecture à conseiller vivement aux participants du sommet du G20 de Londres, le 2 avril. Ces 20 propositions pour réformer le capitalisme, en librairies le 25 mars, leur seraient sans doute utiles pour les aider à réformer en profondeur la planète économique et financière.

Il ne s'agit pourtant pas d'une série de réponses clés en main. Le propos de l'ouvrage est plutôt de chercher des moyens de remettre l'économie au service de la société et de l'Homme. Emmanuël de professionnalisme des marchés, de cadres dirigeants, d'universitaires et de journalistes de l'éthique - ces rôles se confondant parfois - il est codirigé par Gail Girard, journaliste, membre de l'Ecole d'économie de Paris, ex-consultant scientifique pour des banques d'investissements, et Cécile Renouard, religieuse de l'Assomption, chercheuse associée à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (Eseec) et professeure d'éthique sociale au Centre Sèvres, déjà auteure de *La Responsabilité éthique des multinationales* (PUF, 2007, 534 p., 27 euros).

Leur démarche les amène à

entrer dans le détail des nécessaires réformes du système financier mondial, tout en leur donnant un sens plus vaste. D'un côté, on trouve des chapitres trapus sur la refonte des mathématiques financières, l'amélioration de la comptabilité bancaire, la réglementation des marchés de gré à gré, la remise en ordre des marchés de matières premières ou de titrisation des dettes.

De l'autre, ils tracent des pistes pour une meilleure gouvernance mondiale - une fiscalité des multinationales - « désérialisée », l'instauration de « taxes globales » (transactions à court terme, carbone, ventes d'armes), une politique monétaire à responsabilité sociale, des obligations éthiques contraignantes pour les entreprises (droits de l'Homme, environnement), une revalorisation du salaire, une réduction des inégalités.

L'adage oppose le cœur à la raison. Mais les auteurs, experts et professionnels, font preuve d'une intelligence guidée par l'altruisme. Ce livre ne relève pas de bons sentiments : il arrive à point face aux défis posés par la crise mondiale. ■

Adrien de Tricornot

Les acteurs de l'économie Jacques-Marie Vaslin Louis Becquy, la révolution par les canaux



On associe souvent la révolution industrielle aux chemins de fer. C'est oublier que les canaux ont joué le rôle de précurseurs, rôle que vient rappeler, comme un échec du passé, la prouesse donnée au chantier du canal Seine-Nord dans le plan de relance français annoncé en février.

Le développement des canaux en France doit beaucoup à l'impulsion de Louis Becquy (1760-1849), directeur général des Ponts et Chaussées sous la Restauration. Ses lois du 5 août 1821 et du 14 août 1822 scellent un plan ambitieux de creusement de nouveaux canaux en France, ainsi que la standardisation de leur gabarit.

Des le XVII^e siècle, la France est à la pointe de la construction de canaux, avec ceux de Briare (entre Seine et Loire) et du Midi (de l'Atlantique à la Méditerranée). Mais par la suite de nombreux projets achoppent faute de moyens financiers. C'est la Grande-Bretagne qui reprend le flambeau avec la construction d'un réseau de canaux dès la fin du XVIII^e siècle. Les différents centres industriels sont reliés avec les mines et les

ponts. Libéral dans l'âme, le gouvernement de Londres laisse aux entreprises privées le soin de concevoir, financer et construire les canaux. La topographie du pays s'y prête bien, rendant la réalisation des ouvrages moins onéreuse. En outre, les industries anglaises ne sont pas très éloignées de leurs marchés, ce qui limite la taille et le nombre des canaux.

Le 17 septembre 1817, à l'âge de 57 ans, Louis Becquy est nommé au poste de directeur des Ponts et Chaussées. L'équivalent du ministre des transports. Il commence par envoyer des émissaires observer les canaux aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, fait traduire des ouvrages techniques, sillonne la France et enfin fait éditer un vaste plan de creusement des canaux. L'opération de communication est une véritable réussite : 10 000 exemplaires de son projet sont publiés.

Ce plan arrive à point nommé : le régime de Louis XVIII a du mal à s'imposer, les indemnités à régler après Waterloo sont faramineuses et la France reste occupée par les armées étrangères. La discussion autour du plan de Becquy permet

d'échapper à la morosité ambiante. La difficulté n'est pas technique mais financière. L'Etat n'a pas la capacité de financer la construction des canaux, et la rentabilité aléatoire de ces ouvrages éloigne les entreprises privées. C'est sur ce point que le plan Becquy se révèle particulièrement original.

Compagnies privées

L'Etat construit les canaux et les entretient, mais des entreprises privées se chargent de financer les travaux. Selon un schéma assez complexe mis en lumière par Gwennel Nieradzik dans un récent ouvrage, l'Etat estime le coût de la construction des canaux, en est le maître d'œuvre et se charge de les gérer, mais des compagnies privées avancent les fonds. C'est ainsi que la plus importante d'entre elles, la Compagnie des quatre canaux, apporte 68 millions de francs. Le montage financier se compose d'un emprunt versant un intérêt de 5 % et qui sera remboursé de 1833 à 1867, ainsi que de titres de participation aux bénéfices du canal. Ils verseront un dividende à partir de 1868 et ce jusqu'en 1908 ! On retrouve derrière

cette compagnie les banquiers comme Hagerman, Odier, Laflotte, Pillot-Will, Casimir Périer, André et Cottier.

Le plan Becquy permettra non seulement de faciliter les transports en France, mais aussi de développer l'esprit d'entreprise et les émissions d'actions. La voie est tracée pour la révolution industrielle. Dans les trente ans qui suivront, le réseau de voies fluviales quadruplera.

Mais ce mode de financement heurte les idées libérales qui régnent à l'époque. Jean-Baptiste Say raille d'ailleurs les corps des Ponts et Chaussées, qui « coûte beaucoup et produit peu » quand il faudrait voter un crédit supplémentaire de 50 millions de francs en 1827. Mais le fait est que le plan Becquy a permis le percement de plus de 3 000 km de canaux en France. Ce système de financement mixte public/privé fait aujourd'hui florès pour la construction d'infrastructures. Si Becquy est aujourd'hui oublié, son montage financier perdure. ■

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'IAE d'Amiens